

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BARBAZANGES TRI OUEST

6 rue Lafayette
44110 CHATEAUBRIANT

Références : N3-2023-594-RapportInspection
Code AIOT : 0006302454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté 4-6 rue Lafayette 44110 CHATEAUBRIANT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incendie du 31/08/2022 : Stockage de déchets métalliques (150 m³)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAZANGES TRI OUEST
- 4-6 rue Lafayette 44110 CHATEAUBRIANT
- Code AIOT : 0006302454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux
Station de transit d'OM
Préparation de CSR

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

REX incendie du 31/08/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Retour d'expérience incendie 2022	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 2.5	/	Sans objet
2	Gestion du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8.1	/	Sans objet
5	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8.6	/	Sans objet
6	Conditions de stockages et limitation de la propagation du sinistre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 49 et 51	/	Sans objet
7	Consommations et rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, articles 3.6.4 et 3.7.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Renforcement des moyens de protection	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8	/	Sans objet
4	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place une organisation du suivi de ses installations (travaux, maintenance, contrôles périodiques...) staisfaisante. Toutefois, l'établissement, de part ses activités soutenues et l'augmentation de la qualité de tri notamment des résines plastiques, accueille de grandes quantités de matières combustibles dont les conditions d'entreposage méritent d'être réexaminées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Retour d'expérience incendie 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Retour d'expérience incendie 2022
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : REX incendie
<p>Rappel de la situation de la visite du 13/10/22 – Un incendie s'est déclaré le 31/08/22 sur le site d'exploitation de la rue Lafayette à Châteaubriant, au niveau de l'activité de préparation de combustibles solides de récupération (CSR), et plus précisément, dans une case dédiée aux refus de tri de ce process, des déchets de métaux triés par un aimant.</p> <p>Les services d'incendie et de secours ont été alertés par l'exploitant. Avant l'intervention des pompiers, les salariés ont engagé le feu avec un RIA et l'équipe "déchets dangereux" a fermé la vanne de confinement des eaux d'incendie, ce qui a permis de contenir ces effluents avant de les évacuer vers un centre de traitement (SOREDI).</p> <p>Pendant l'intervention, les pompiers ont procédé à des mesures de toxicité dans l'air qui se sont révélées négatives dans le périmètre de l'entreprise, sans conséquence pour les riverains d'autant que les vents poussaient le panache de fumées dans la direction opposée des habitations.</p> <p>Constats – L'incendie est restée contenue dans une case de 300 m³ de déchets, protégée par des murs coupe-feu (constructions béton de type "légo") qui ont évité sa propagation au bâtiment de préparation des CSR contigu. Les traces de l'incendie sont encore visibles sur les murs.</p> <p>Un mur coupe-feu n'est efficace que lorsque sa hauteur est supérieure à celle des stockages, un dépassement minimal de 1 m au dessus des déchets est reconnu satisfaisant. Dans le cadre de son retour d'expérience et sur recommandation des pompiers, l'exploitant a rehaussé le mur de protection de cette case de 2 rangs de "légo", ce qui répond à la disposition de manière satisfaisante. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à ce que cette mesure technique soit respectée en toutes circonstances pour tous les stockages.</p> <p>Concernant la vanne d'isolement (fonctionnement, clé de manœuvre...), l'exploitant indique que la consigne correspondante est portée à la connaissance des salariés dès le livret d'accueil, lors de leur recrutement, et fait l'objet de rappels lors des points périodiques de sécurité.</p> <p>A l'issue de l'intervention des pompiers, l'exploitant avait mis en place une surveillance accrue de l'établissement avec son prestataire habituel pendant la nuit pour anticiper toute éventuelle reprise de feu, une bonne pratique qui n'était pas anticipée avec le prestataire de surveillance, la société GIRSO.</p> <p>Observations – La chronologie des événements, telle que présentée, montre une bonne maîtrise des consignes d'intervention (fermeture de la vanne de confinement) et une connaissance des moyens de lutte (technique d'intervention). Considérant la sensibilité de l'établissement au risque incendie, l'inspection des installations classées encourage l'exploitant à poursuivre le développement de cette culture du risque (formations, entraînements...).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée – Moyens de défense

Rappel de la situation de la visite du 13/10/22 – Pour les besoins en eaux d'extinction, l'établissement dispose de 3 poteaux, utilisés par les services d'incendie pendant le sinistre et d'une réserve d'eau. Il avait été demandé à l'exploitant de vérifier sa capacité en eaux d'extinction en procédant à un contrôle des caractéristiques des 3 hydrants (DECI à 145 m³/h pendant 2 heures selon l'Etude des Dangers (EDD) de 2012).

Constats – L'exploitant a présenté les fiches de vérification des trois hydrants, dont deux sont privés, contrôlés en 2019, tous déclarés conformes. L'exploitant a déclaré ne pas avoir connaissance des caractéristiques du réseau incendie, notamment si sa structure était maillée ou linéaire, ce qui peut fortement influencer le débit des poteaux les plus éloignés.

En complément, l'exploitant dispose d'une réserve d'eau, d'une capacité estimée à 200 m³ alimentée par des remontées de nappe phréatique. Ce bassin, non pris en compte dans le Plan d'Etablissement Répertoire entrepris par le SDIS, est à vocation interne à l'établissement.

Considérant l'ancienneté de l'EDD et les évolutions régulières des caractéristiques des déchets, notamment leur potentiel calorifique, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'actualiser le calcul de ses besoins en eaux d'extinction en appliquant le guide D9 à l'établissement. Le cas échéant, les moyens devront être adaptés et le SDIS tenu informé.

Les autres moyens de défense,

- les extincteurs (50) ont été vérifiés par la société NORMEO au cours d'un contrôle conduit le 03/11/2022. Le certificat de conformité Q4 attestant de la conformité à la règle R4 de l'APSA a été délivré ;
- les RIA (4) ont été vérifiés par la société NORMEO au cours d'un contrôle conduit le 02/11/22 ;
- le désenfumage du local des déchets dangereux et les exutoires de fumées ont été vérifiés le 02/11/22 ;
- la détection incendie est vérifiée par TECHNY SECURITE.

Les actions correctives sont gérées au travers d'un plan d'actions présenté pendant la visite.

À la suite de leurs contrôles, les bureaux spécialisés remettent des fiches d'intervention qui n'attestent que de leur passage mais ne donnent aucun résultat quant à la conformité des équipements vérifiés. **L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller à ce que les compte-rendus des contrôles soient conclusifs.**

Observations – Bien que ne relevant pas directement de sa responsabilité, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de veiller à disposer des informations de fonctionnement du réseau incendie en temps réel, notamment :

- les fiches de vérification des hydrants dès leur émission en s'assurant qu'elles sont également communiquées au SDIS ;
- le débit instantané du réseau incendie lorsque tous les hydrants susceptibles d'être engagés dans la lutte contre un sinistre impactant l'établissement sont en service ;
- les travaux sur le réseau incendie afin de mettre en place des mesures de secours complémentaires.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Renforcement des moyens de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Renforcement des moyens de défense
Prescription contrôlée : Sans objet
Constats – L'exploitant prévoit de renforcer ses moyens de détection et d'alerte au travers d'un projet d'installation de caméras thermiques (projet en attente d'intervention de prestataire).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel des installations électriques
Prescription contrôlée : Contrôle annuel des installations électriques
Constats – Le contrôle des installations électriques a été réalisé par la société APAVE au cours d'un contrôle conduit le 20/04/23 (le précédent datait du 28/04/22). Les certificats de conformité des installations Q18 (installations électriques) et Q19 (thermographie) ont été délivrés. Au cours de ces contrôles, l'exploitant suit le contrôleur de l'organisme afin de bien comprendre les observations et commentaires qui seront par la suite restitués dans le rapport de contrôle, ce qui constitue une bonne pratique. L'exploitant a présenté une réclamation formulée auprès de l'organisme de contrôle sur une des observations maintenue à tort de l'année 2022 malgré l'exécution des travaux, ce qui atteste de la qualité de son suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée – Moyens de confinement des eaux d'extinction
Rappel de la situation de la visite du 13/10/22 – L'exploitant dispose sur site d'un bassin de confinement des eaux incendies de 600 m ³ (volume disponible le jour de l'inspection) équipé d'une vanne de coupure signalée. Constats – Aux dires de l'exploitant, le volume de ce bassin est de 580 m ³ et fait l'objet d'un nettoyage complet tous les ans. Il était vide lors de la visite. Considérant l'ancienneté de l'EDD de 2012, qui définit les besoins de confinement à hauteur de 374 m ³ , les différentes estimations du volume disponible (480 m ³ selon l'EDD, 580m ³ actuellement évalué), l'arrêté d'autorisation qui prescrit un volume de 1 300 m ³ et des évolutions régulières des caractéristiques des déchets, notamment leur potentiel calorifique, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'actualiser le calcul de ses besoins en rétention des eaux d'extinction en appliquant le guide D9A à l'établissement.
Type de suites proposées : Suceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de stockages et limitation de la propagation du sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/10, articles 49 et 51
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée – Limitation des risques de propagation de l'incendie – Conditions de stockage des matières combustibles
<p>Constats – Au cours de la visite, certaines zones de l'établissement s'avèrent encombrées par des quantités importantes de matières combustibles et cela, malgré de bonnes pratiques de l'exploitant. Par exemple, l'absence de stockage de CSR qui sont fabriqués sur commande et expédiés dès leur fabrication car les sorties des chaînes de production chargent directement des semi-remorques. L'encombrement du site est également, pour partie, attribuable à la qualité des tris réalisés qui conduisent à multiplier le nombre de dépôts, notamment en raison du nombre de résines plastiques.</p> <p>Par ailleurs, la présence de végétations développées (arbres et arbustes) en périphérie de l'établissement tend à accroître les risques de propagation et d'ampleur d'un sinistre.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place des conditions de stockage, en lien avec l'état des matières stockées, qui garantissent la limitation de la propagation d'un feu. Leurs justifications techniques doivent s'appuyer sur une évaluation des flux thermiques et la prise en compte des effets "écrans, distances, limitations des quantités de combustibles...", selon les solutions retenues.</p> <p>Une attention particulière sera portée à l'entretien de la végétation extérieure à l'établissement et à la création d'une voie de circulation en périphérie des activités ou tout autre mesure reconnue équivalente.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de rendre compte des dispositions retenues ainsi que des délais de leur mise en place. Le plan d'actions justifié est demandé dans un délais de 2 mois.</p> <p>Dans l'attente de leur déploiement, l'exploitant renforce les dispositions de sécurité sur le site, par exemple par des contrôles accrus des déchets entrants, des rondes, des matériels de détection de points chauds et, si nécessaire, par une réduction des matières présentes (limitation des entrants ou augmentation des sorties de produits finis...). Ces dispositions font l'objet de consignes particulières à l'attention des salariés de l'entreprise.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Consommation et contrôle des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, articles 3.6.4 et 3.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation et contrôles des rejets d'eaux
Prescription contrôlée – Consommation et contrôle des rejets d'eaux pluviales
<p>Rappel de la situation de la visite du 06/04/22 – Un des 2 points de rejets des eaux pluviales a été mesuré avec un pH de 4,5 au lieu de 5,5 minimum. L'exploitant considère qu'il s'agit d'une origine extérieure à ses activités.</p> <p>Le contrôle de ses eaux industrielles issues du bâtiment d'entreposage des OMR s'était avéré incomplet (22/12/2021), il manquait les mesures du phosphore et de l'azote global.</p> <p>Constats – L'exploitant déclare que la mesure basse de pH est une anomalie qui ne s'est pas</p>

renouvelée.

L'exploitant a indiqué que le spectre analytique était entièrement mesuré.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les derniers résultats des analyses effectués dans ses rejets ainsi qu'une copie de l'autorisation (convention) de raccordement à la station urbaine (STEP), déjà demandée lors de la visite du 06/04/22.

Pour le site rue Lafayette, la consommation d'eau prélevée sur le réseau était de 621 m³ en 2022, y compris les sanitaires et 125 m³ d'eaux d'extinction. Elle était de 465 m³ en 2021.

Pour le site rue Bradley, la consommation d'eau prélevée sur le réseau était de 177 m³ en 2022, y compris les sanitaires et de 50 m³ en 2021, l'établissement dispose d'une cuve de récupération des eaux pluviales utilisées pour le lavage des bennes.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet